



Mme La Présidente,

Ce CT reconvoqué devrait traiter des suppressions d'emplois dans le Finistère. Il s'agit pour notre organisation syndicale de rappeler que nous quitterons la salle à l'entame des débats sur ce point. Il n'appartient pas à la CGT de discuter la nature des suppressions d'emploi, ni d'en hiérarchiser les bien fondés. Notre département souffre, l'observatoire interne le montre une fois encore, les causes sont connues de tous, pourtant des décisions graves continuent de s'abattre comme des couperets dans un silence complice et impitoyable.

La Dgfi est moribonde, Macron hésitant entre l'improvisation du comédien et la médecine malgré lui joue les Gorju. Parfois burlesque, souvent tricheur, l'apothicaire continue la saignée dans les effectifs sans pleinement mesurer l'hyper fébrilité qui lamine désormais les agents de notre administration.

Comédien, il l'est assurément, la lettre qu'il vient d'adresser à son peuple jusque là méprisé en est une des preuves les plus marquantes. Acculé par un mouvement dont il est en grande partie responsable, il feint désormais un « je vous ai compris » totalement anachronique. Démarrant sa missive en rappelant la France, sa nature, sa composition ses ressentiments, il insiste sur le diagnostic et nous invite à l'introspection...faisons fi des conclusions récentes qu'il tirât avec une lucidité toute relative..gaulois réfractaires, fainéant, cyniques, illettrés de chez gad, alcooliques du bassin minier ou gens qui ne sont rien...et acceptons ce qu'il indique...le français a le sens des injustices, il est solidaire, fraternel et libre ! admettons que le premier dirigeant de la 5ème puissance mondiale puisse s'être trompé, et admettons que les gilets jaunes et leur violence aient déstabilisé le colosse au point que l'erreur lui soit devenue acceptable, et qu'en conséquence, le rétro pédalage lui soit devenu sa meilleure façon de marcher, sinon que dire des hésitations sur la suppression totale de la TH, du retour ou non de l'ISF, de l'abandon ou non de l'Exit Tax, de la baisse reportée ou non de l'IS, de l'amende de 15 € minimum puis de sa remise pour paiement par chèque de la taxe foncière au-delà de 1 000, de la baisse de la CSG pour certains retraités déjà reportée à l'été 2019, des cafouillages autour du calcul du gain

de 100 € pour les salariés au SMIC...admettons tout cela et constatons que devant une colère bien visible, le président cafouille, prend conscience de la nécessité de dialoguer avec les corps intermédiaires et veut s'adresser au peuple qui l'avait adoubé.

Se faisant, il décide d'ouvrir ce débat National et s'adresse aux français par une lettre qui en poserait les contours. Qu'est il vraiment ce débat ? une fourberie supplémentaire ? un outil démocratique ? pour la CGT 29, au-delà de l'évidente manipulation sémantique qui caractérise la missive, il est un peu des 2.

La politique n'est pas comptabiliser les mécontentements, ni additionner les réponses à des questions dirigées, elle est de décider au nom du bien commun. Quel intérêt à interroger des citoyens dont les compétences sont toutes relatives, en matière fiscale par exemple ? quel intérêt à ouvrir des débats sociétaux parfois dangereux pour les démocraties..l'abolition de la peine de mort et l'IVG, par exemple n'ont jamais été majoritairement plebiscités lors de leur promulgation ?

Non, le débat ne devait pas et ne peut pas être l'endroit de questions choisies auxquelles il faudrait répondre, le débat aurait du être ce cahier de doléances qui permet de constater les dysfonctionnements sociaux territoriaux, les aspirations liées au progrès social, mais aussi les besoins et revendications des citoyens...ces constats posés, le politique aurait eu à y répondre...

Il n'en sera rien, Macron a repris la main et interroge les français pour mieux les mettre devant leurs contradictions...comme cela ne suffirait pas il appelle à la rescousse Bercy et son petit livre des dépenses publiques...la CGT regrette la partialité de cette approche dite « éducative » et voit dans cette utilisation de nos structures une dérive à l'anglo saxonne qui conçoit l'administration comme un outil politique... pour être juste, il y eut de nombreux tableaux très instructifs que Bercy aurait pu brandir, celui de la confiscation par quelques rentiers de la richesse que crée le travailleur français (32 milliardaires français possèdent autant que 40 % des français , *en 20 ans, la fortune totale des dix plus grandes fortunes françaises a été multipliée par 12*), celui de l'explosion d'une dette odieuse (+ 700 milliards d'euros en 10 ans) pour venir en partie au secours des banques pourtant responsables de la crise des subprimes, celui de la désertion fiscale qui coute 80 milliards chaque année, celui de l'effort fiscal soutenu par les familles pour 2/3 et seulement 1/3 par les entreprises, celui des 230 milliards distribués chaque année aux entreprises sans obligation de contrepartie, par le biais de cadeaux fiscaux en tout genre (réduction Fillon, niches fiscales, CICE, Crédit impôt recherches, zones franches, exonérations cotisations sur les heures supplémentaires...), celui du salaire des femmes, qui, s'il était égal à celui des hommes à compétence égale, permettrait un afflux de cotisations supplémentaires...

En réalité, la question n'a jamais été financière, elle est éthique et souligne l'impérieuse nécessité de remettre en cause la redistribution des richesses telle qu'elle s'établit en France aujourd'hui...Macron le sait, mais Macron le tait.